

# Que s'est-il passé?

L'impact du COVID-19 sur la sécurité des femmes et des filles et la réponse humanitaire y relative

International Rescue Committee, Octobre 2020



## Sommaire

Alors que la COVID-19 se propage à travers le monde, les experts en Violence Basées sur le Genre (VBG) et les militants des droits des femmes du monde entier ont tiré la sonnette “alarme du fait que la pandémie et les restrictions de mouvements qui s’en sont suivis pourraient avoir un impact négatif sur la sécurité des femmes et des filles. Cela a été précocement mis en évidence par des rapports préoccupants partagés par des activistes féministes et des prestataires de services VBG en Chine, en Italie, en Espagne et au Brésil, parmi tant d’autres.<sup>1</sup> Dès la première semaine de Mars, les médias ont régulièrement souligné le risque accru de violence auquel sont confrontées les femmes et les filles confinées dans leurs maisons avec leurs agresseurs et les barrières qu’elles ont rencontrés en essayant d’accéder aux services vitaux.<sup>2</sup> Cette reconnaissance rapide du lien entre les restrictions liées au COVID et les violences faites aux femmes et aux filles (VFFF) a fait écho dans le secteur humanitaire.<sup>3</sup> Une attention sans précédent a été consacrée à la mise en évidence de la VFFF comme la « pandémie parallèle »<sup>4</sup> à la crise sanitaire du COVID-19. Le 6 avril, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé un appel pour « la paix dans les foyers du monde entier », exigeant principalement que « les femmes et les filles [soient mises] au centre des efforts pour se remettre du COVID-19 ».<sup>5</sup>

Dix mois après la première identification de COVID-19, ce rapport cherche à refléter comment la crise a affecté la vie des femmes et des filles dans les situations d’urgence humanitaire et comment la réponse humanitaire au COVID-19 a pris en compte leurs besoins et leur sécurité. Sont représentées dans ce rapport les voix de plus de 852 femmes réfugiées et déplacées, vivant dans certaines des situations humanitaires les plus oubliées et sous-financées dans 15 pays africains à travers l’Afrique de l’Est, l’Afrique de l’Ouest et la région des Grands Lacs. Leurs expériences sont complétées par des entretiens avec 19 experts VBG qui sont actuellement confrontés aux défis de ressourcer et adapter les programmes au monde radicalement changé.

Ces vastes consultations corroborent les informations selon lesquelles les taux de violence contre les femmes et les filles (VFFF), et, en particulier, de la violence entre partenaires intimes, ont augmenté. Dans les trois régions, 73 % des femmes interrogées ont signalé une augmentation de la violence entre partenaires intimes, 51 % ont mentionné la violence sexuelle et 32 % ont observé une augmentation aux niveaux de mariage précoce et forcé. L’amélioration des pratiques d’hygiène et la nécessité connexe de collecter l’eau plus souvent était un domaine sujet de préoccupation particulière. 31 % des femmes interrogées ont signalé des incidents de harcèlement et de violence sexuelle sur le chemin vers les points d’eau ; 21 % ont signalé un harcèlement aux points d’eau.

Alors que le risque accru des VFFF a reçu une attention politique sans précédent, il s’est avéré beaucoup plus difficile de s’assurer que les engagements rhétoriques de donner la priorité à la sécurité des femmes et des filles dans les situations d’urgence se traduiraient en pratique dans des ressources financières et des programmes supplémentaires. Les experts rapportent que les premiers mois de la réponse au COVID-19 ont démontré que de nombreux membres de la communauté humanitaire n’ont pas pris en compte les leçons tirées des crises Ebola en Afrique de l’Ouest et en RDC sur l’impact sexospécifique des urgences de santé publique et sur la nécessité de mettre au centre de manière adéquate les femmes et les filles dès les premiers stades de la réponse humanitaire.

Malgré les efforts de plaidoyer rapides et coordonnés au niveau international, le financement n’était ni suffisant ni proportionné aux ressources consacrées à la réponse globale, et le Plan mondial de Réponse humanitaire (GHRP) n’a pas réussi à fournir un mécanisme de redevabilité. Les VBG ne représentaient que 0,48 % de



Francine Mugabo, Assistant de soutien psychosocial, dans son Organisation Tupendane au Nord Kivu, RDC. Kellie Ryan/IRC

l'appel global de financement du GHRP (en Août 2020). Les experts VBG interrogés ont signalé que le financement avait été retiré ou réorienté vers la prévention des infections et ont souligné que les préférences des bailleurs et les demandes des organisations de mise en œuvre n'ont pas donné la priorité à la sécurité et aux besoins des femmes et des filles. Alors que de nombreux bailleurs supposent actuellement qu'une partie de leur financement non affecté est allouée à la prévention et à la réponse des VBG, la prise de décision sur le financement reflète rarement ces attentes, laissant le secteur VFF chroniquement sous-financé.

Pour répondre à l'augmentation attendue des besoins, la communauté d'experts VBG a produit une série de nouvelles directives<sup>6</sup> et un soutien technique à distance démontrant un niveau sans précédent de collaboration inter agence et interrégionale. Bien que services restent en général disponibles dans les pays inclus dans ce rapport, l'accès a souvent été compromis pour une multitude de raisons. Les organisations ont rarement reçu des fonds additionnels pour adapter leurs programmes et ont dû réorienter les ressources des programmes déjà existants pour payer les dépenses supplémentaires, tel que es équipements de protection individuelle (EPI) ou des installations de lavage des mains. Interrogées sur les raisons pour lesquelles les survivants des VBG choisiraient de ne pas demander d'aide, les femmes ont principalement cité la peur d'être identifiées comme survivante de VBG et la stigmatisation associée (56 %). Cette crainte a été considérablement exacerbée par la restriction des déplacements et la surveillance des mouvements à travers des points de contrôle et les leaders communautaires.

Les groupes de femmes et les femmes leaders travaillant dans leurs communautés étaient indispensables pour la permanence d'essentiels services VBG. Mais de nombreux groupes dépendent des activités génératrices de revenus pour soutenir les survivantes des VBG et n'ont pas pu maintenir leurs services étant donné qu'ils ont perdu l'accès aux marchés. Selon des entretiens avec des informateurs clés, ces groupes étaient majoritairement exclus de la distribution des EPI et leur travail n'était pas suffisamment reconnu, ni doté de ressources ou soutenu. Des délais extrêmement serrés pour la planification humanitaire ont effectivement empêché la consultation avec les femmes et les filles dans de nombreux contextes.

Les femmes réfugiées et déplacées interrogées dans cette étude ont été demandées ce qui, selon elles, pourrait être fait pour créer des communautés plus sûres et accroître leur accès aux services. Tout d'abord, les répondantes ont demandé à garantir que les services VBG soient disponibles et accessibles en les adaptant aux restrictions de déplacement et d'association imposées par le COVID-19, qui posent de nouveaux défis logistiques et de personnel. Les répondantes ont également souligné la nécessité d'un plaidoyer auprès des autorités locales pour améliorer la sécurité au sein des communautés, pour garantir un accès sûr aux services de base et se concentrer davantage sur l'atténuation de la perte de moyens de subsistance (l'ensemble complet des recommandations des femmes se trouve à la page 9 dans le rapport). À la lumière des engagements répétés pris lors du Sommet Humanitaire Mondial et du Forum Mondial sur les Réfugiés d'accorder une plus grande attention aux voix des réfugiés et des personnes déplacées, les gouvernements et les agences multilatérales ne peuvent pas se permettre d'ignorer les points de vue des femmes reflétés dans ce rapport et dans d'autres.

Les conclusions de ce rapport soulignent l'importance de la participation active et significative des femmes militantes, des répondantes communautaires et des organisations des femmes dans le maintien de prestation de services, et la nécessité de reconnaître, de soutenir correctement leur rôle essentiel, et de leur fournir des ressources suffisantes. Les bailleurs doivent mettre les mots en pratique en augmentant les niveaux de financement transparent et redevable pour les services VBG vitaux à travers les plans de réponse humanitaire, pendant la COVID-19, et dans les efforts de «mieux reconstruire» dans les années à venir. Enfin, le rapport souligne la nécessité de réformer le système humanitaire pour soutenir les approches féministes de la réponse aux crises qui reconnaissent la centralité de l'égalité des sexes et de la non violence à tous les stades de la planification et de la mise en œuvre.

---

<sup>1</sup> <https://www.theguardian.com/society/2020/mar/28/lockdowns-world-rise-domestic-violence>

<sup>2</sup> Un petit échantillon : <https://www.axios.com/china-domestic-violence-coronavirus-quarantine-7b00c3ba-35bc-4d16-afdd-b76ecfb28882.html>; <https://www.nytimes.com/2020/04/06/world/coronavirus-domestic-violence.html>; <https://time.com/5803887/coronavirus-domestic-violence-victims/>

<sup>3</sup> Pour un référentiel de rapports et de conseils techniques, consulter : <https://gbvguidelines.org/cctopic/covid-19/>

<sup>4</sup> <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/statement-ed-phumzile-violence-against-women-during-pandemic>

<sup>5</sup> <https://news.un.org/en/story/2020/04/1061052>

<sup>6</sup> Pour un aperçu des conseils disponibles pour la programmation, voir : [https://gbvaor.net/thematic-areas?term\\_node\\_tid\\_depth\\_1%5B121%5D=121](https://gbvaor.net/thematic-areas?term_node_tid_depth_1%5B121%5D=121)